

Les commandos médiatiques en Algérie

Isma Latif, 31 octobre 1997¹

Une presse libre ou embrigadée?

Il faut sauver l'Algérie républicaine par n'importe quel moyen, légal ou illégal, car tel est le sens de l'histoire.²

Ce mot d'ordre peut être considéré comme prélude des discours bellicistes futurs. Si les événements se précipitent au lendemain de l'arrêt du processus électoral en janvier 1992, la presse qui vécut un véritable essor à partir de 1989 va, elle aussi, connaître un déclin qui sonnera le glas pour une majorité des organes arabophones, certains journaux francophones mais surtout pour tous ceux qui s'opposeront au pouvoir militaire.

Pour comprendre le rôle de la presse en Algérie à sa juste mesure, il faut distinguer différentes facettes du problème: la presse tout en étant cheval de bataille dans le discours sur la démocratie, est à la fois partie prenante dans une lutte se jouant sur plusieurs plans, et victime de celle-ci. Un certain nombre de mécanismes ont été mis en place qui, au-delà de la sujétion par la "censure", imposent une contrainte économique, bien moins méprisable mais tout aussi contraignante.

La presse a été mise au pas non seulement en ayant été menacée d'interdiction de parution à partir de l'interruption des élections,³ mais aussi en affrontant des suspensions temporaires ou définitives pour avoir enfreint les directives relatives à "la lutte contre la subversion et le terrorisme"⁴ ou la circulaire confidentielle du ministère de l'intérieur concernant le "traitement de l'information à caractère sécuritaire, recommandations adressées aux médias nationaux", datée du 7 juin 1994. C'est un véritable code pratique de la manipulation médiatique. Il s'adresse "à Messieurs les éditeurs et les responsables de la presse nationale" et préconise qu'"au moment où tous les efforts des forces vives de la Nation sont tendus vers l'éradication du terrorisme et la subversion, je sais pouvoir compter sur votre contribution positive dans la lutte anti-terroriste et anti-subversive". Son article 1 prévient les concernés qu'une cellule de communication, chargée des relations avec les médias en matière d'information, d'élaboration et de diffusion des communiqués officiels relatifs à la "situation sécuritaire" est installée. Enfin, la dernière mesure prise par le ministère de l'intérieur date du 11 février 1996 et concerne la mise en place de

1 Publié dans une traduction anglaise dans Youcf Bedjaoui, Abbas Aroua et Meziane Ait-Larbi, An Inquiry into the algerian massacres, Editions Hoggar, 1999.

2 Alger Républicain, 6 janvier 1992.

3 La promulgation du code de l'information du 3 avril 1990 met fin au monopole de l'Etat sur les médias écrits. Des dizaines de titres sont lancés, mais à partir de janvier 1992, les autorités procéderont à 58 mesures de censure (saisies, suspensions ou interdictions). Les premiers journaux concernés seront ceux du FIS. Voir le dernier rapport de Reporters sans frontières, Algérie, la guerre civile à huis clos, mars 1997.

4 Le décret d'état d'urgence du 9 février 1992 "qui vise à sauvegarder la restauration de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens ainsi que le fonctionnement normal des services publics" est complété par le décret législatif 92-03 du 30 septembre 1992 "relatif à la lutte contre la subversion et le terrorisme" qui contient "les dispositions les plus inquiétantes en définissant 'la subversion' et le 'terrorisme', donnant aux autorités une vaste latitude pour poursuivre ceux qui sont accusés de soutien verbal." Rapport de Human Rights Watch - Moyen Orient, 1994, Livre noir de l'Algérie, Reporters sans frontières, Paris 1996, 152.

”comités de lecture” dans les imprimeries afin de contrôler et censurer ”les informations relatives à la situation sécuritaire non confirmée officiellement”.⁵ Depuis, près de 10 journaux ont été saisis ou suspendus.⁶

Le marché publicitaire du secteur public, distribué au gré des titres, ne peut occulter l’existence d’une volonté au sein des pouvoirs publics de mettre au pas les publications qui refusent de se soumettre aux ordres.⁷

Entre la censure dictée par la loi anti-terroriste, l’autocensure que s’imposent les journalistes eux-mêmes, se manifestent les luttes des clans au pouvoir dont chaque journal se fait le porte-parole. Sans protection au sein de l’armée aucun journal ne peut survivre et, pour exister, il faut suivre la ligne de conduite du protecteur. Un faux pas peut entraîner la suspension ou l’interdiction, que celles-ci soient d’ordre juridique ou financier. Ainsi pratiquement tous les journaux traduisant une volonté de réconciliation, de dialogue entre protagonistes et partis politiques ont été interdits. Les derniers en date sont El Hourriya et la Nation qui, depuis décembre 1996, ont disparus des Kiosques.

Bien plus que les suspensions imposées pour raison de transgression des ”directives”, l’État, par l’intermédiaire des monopoles, parvient à assujettir les organes de presse. Ainsi il est propriétaire des quatre seules imprimeries du pays et a bloqué une subvention de l’UNESCO destinée à l’installation d’une imprimerie privée. La SIA (Société d’impression d’Alger) quant à elle, détient le quasi-monopole sur l’importation du papier.⁸ Autre instrument efficace de soumission et sanction, le monopole sur la publicité, contrôlé à près de 90% par l’ANEP (Agence nationale d’édition et de publicité) qui fournit de préférence les titres fidèles à une ligne peu disposée à promouvoir l’idée d’une solution politique, pour ne pas dire de la tendance franchement opposée à celle-ci.

Tout en soulignant les contraintes et les pressions que la presse privée subit au quotidien, il faut néanmoins examiner de près son rôle actif dans le conflit actuel, car ne la considérer que comme souffre-douleur, serait faire le jeu de ceux-là même, qui au nom de la liberté d’expression, se révèlent être ses fossoyeurs.

La mainmise sur les médias en général et la presse en particulier a une longue tradition qui date de la période coloniale en passant par l’étape du parti unique. Une grande partie des journalistes provenant de la ”presse unique”, s’attribuent aujourd’hui le monopole de la culture démocratique, quitte à recevoir des conseils de l’armée, protectrice de cette même monopole-démocratie. Le fait que l’Authentique soit ”le journal” du général Betchine n’est plus un secret pour personne et ”*Liberté*, le quotidien [...] longtemps dirigé de Paris par un certain Fattani, ex-responsable du BSP [Bureaux de Surveillance et de protection] d’El Moudjahid...”⁹ est un des journaux les plus incendiés à l’encontre de tous ceux qui s’engagent pour une solution politique.

Les alliances entre éradicateurs militaires et éradicateurs culturels dépassent la limite de la complicité objective découlant d’une convergence d’intérêts idéologiques. Ces derniers acceptent

de produire la couverture idéologique de la répression, légitimant aux yeux de l’opinion

5 Cité dans le rapport de RSF, 10.

6 Rapport de RSF, 11.

7 La Tribune 20 février 1995, cité dans Ghania Mouffok, *Etre journaliste en Algérie*, Paris 1996, 46.

8 Algerian Human Rights Report du ministère extérieur des Etats-Unis, février 1987 et RSF, 21-23.

9 El Moudjahid était et est le porte-parole du gouvernement; ”les BSP ont été créés dans les entreprises d’État du temps de la dictature de Boumediène, pour surveiller le personnel et dénoncer toute ‘agitation politique’. Leurs membres étaient des agents de la Sécurité militaire recrutés sur place.” Livre Blanc de la Répression en Algérie (1991-1994), tome 2, Plan-les-Ouates, 1996, 213.

mondiale l'option éradicatrice et le règne de ses adeptes.¹⁰

La presse gouvernementale mais aussi en grande partie privée s'acquittent de cette tâche soit par conviction politique, par "réflexe corporatiste" ou bien par engagement "professionnel".

Dépendante du pouvoir pour sa survie financière et pour son existence tout court, dominée par des courants anti-intégristes, elle [la presse indépendante] a été rapidement prise en otage par le pouvoir. Se sentant en guerre contre le FIS puis les groupes armés, elle a très peu écrit sur les abus dont ont été victimes les islamistes. Elle n'a pas été le témoin de la vie politique, elle en est devenue un des principaux acteurs, particulièrement lorsque les groupes armés se sont attaqués aux journalistes.¹¹

Dans cette guerre psychologique que mène la junte militaire et les appareils affiliés, le rôle de la presse n'est pas des moindres. Les pressions qu'elle subit notamment les liquidations physiques¹² ne permettent pas d'en faire uniquement une victime, de la traiter de martyr de la démocratie. Elle est partie prenante dans cette guerre que mène la junte au pouvoir.

De plus, certains titres, souvent prompts à se présenter comme les martyrs de la liberté de la presse, ne sont pas exempts de critiques dans leur traitement de l'information et leur comportement. N'hésitant pas à mettre nommément en cause leurs détracteurs et ceux qui ont le tort de ne pas penser comme eux ou qui défendent un autre point de vue sur la guerre qui ravage le pays, ils ont depuis longtemps fait le choix de l'engagement politique en faveur du pouvoir et de ses alliés.¹³

Le partage de travail entre journalistes et militaires

Comme dans toutes les guerres, la dimension psychologique de celles-ci est déterminante. A tous les niveaux c'est l'option de la guerre qui s'impose. La grille d'explication qui en découle est d'une simplicité déconcertante, mais lourde de conséquences: chacun doit faire son choix tout en sachant qu'il n'y a pas de choix; la déviation de la voie tracée par la junte et ses alliés civils signifie dérive dans le terrorisme ou sa justification. Aller à "contre-courant" signifie la mort, même si les partisans de la guerre totale s'efforcent d'inverser les rôles. Leila Aslaoui, ancienne ministre, exprime parfaitement cette position quand elle écrit au sujet de l'appel pour la paix lancé en Novembre 1996.

L'appel des Saint'Egidiens et autres réconciliateurs est au contraire un appel à la capitulation face au fascisme et un appel à la guerre civile. (...) La paix n'est pas un concept. Elle se construit sur les décombres de la guerre, avec tout ce que cela signifie.¹⁴

La presse algérienne prêtant main forte aux généraux utilise tout un arsenal symbolique et idéologique au service d'une perception manichéenne de la situation. Dans un premier temps la diabolisation d'un mouvement qui par deux fois a obtenu la majorité électorale s'effectue en l'assimilant à un mouvement fasciste, comparable au parti national-socialiste allemand qui en

10 François Burgat, Algérie, l'islamisme contre les intellectuels, L'islamisme en face, Paris, 1995, 160.

11 Abed Charef, Algérie, le grand dérapage, La Tour d'Aigues, 1994, 480.

12 Plus d'une cinquantaine de journalistes ont été assassinés toutes tendances politiques confondues. Malgré le fait que la version des "commandos islamistes" ait été réfutée pour certains assassinats, tel que celui, très médiatisé, de Tahar Djaout, les "commandos éradicateurs" persistent dans leurs accusations. Voir Ghania Mouffok, "Qui a tué Tahar Djaout", Être journaliste en Algérie, Paris 1996, 91.

13 Rapport de RSF, 19.

14 "La compromission surnommée paix", in El Watan, début décembre 1996. Elle qualifie de Saint'Egidiens les représentants des partis dont le FIS, le FLN et le FFS qui en Novembre 1994 et Janvier 1995 se sont réunis à Rome sous l'égide de la communauté de Saint Egidio pour élaborer une plate-forme de sortie de la crise en Algérie. Ces partis ont réitéré leur quête d'une solution politique dans cet appel.

1933 s'était imposé par les urnes, et dans un deuxième temps en l'identifiant au terrorisme barbare qui ne trouverait son égal que dans la barbarie des Khmers Rouges (en Algérie ce sont alors des Khmers verts). A l'opposé se débattrait toute une panoplie de petits partis politiques et associations culturelles présentés comme la "société civile" algérienne, qui, sans vouloir en dénier l'existence, se distingue surtout par une profusion de sigles. Cette "société civile" incarnerait l'échine de "l'Etat républicain et démocrate", si celui-ci voulait bien lui permettre de s'épanouir pleinement. Mais les généraux n'ont que faire des revendications culturelles ou féministes, dont une partie de la presse s'en fait le porte-parole, par contre elles peuvent être d'une grande utilité dans une guerre psychologique visant à brouiller les vues. Aux "démocrates" qui soutiennent l'option de guerre est attribué un espace d'expression pour ne pas dire de gesticulation bien réduit et suffisamment contrôlé pour ne pas affecter les "orientations ou les constantes nationales". Ce qui importe aux décideurs algériens n'est pas tant "un projet de société" démocrate ou autre mais le maintien de leur pouvoir et leurs privilèges. Il est néanmoins opportun pour ces derniers de se réclamer d'un modernisme qui tout en étant façonné à l'école républicaine française n'en est qu'une pitoyable caricature mais tout de même suffisamment présentable comme "rempart de résistance" et efficace pour susciter "un élan de solidarité" de l'opinion publique occidentale à l'encontre des victimes du "fanatisme religieux". Au-delà d'une rhétorique républicaine monopolisant les concepts de démocratie, justice, liberté et droits de l'Homme (qui ne sont valides que pour une "espèce" d'Algériens) c'est toute la symbolique d'une guerre légitime et juste qui est exacerbée en puisant ses références dans les mythes de la lutte de libération nationale et de la résistance française contre le fascisme.

L'imaginaire des "républicains" algériens, politiques ou intellectuels, s'est imprégné d'une islamophobie viscérale dont les précurseurs sont les ethnologues et autres anthropologues de la colonisation et dont le mimétisme avec le discours occidental actuel sur l'Islam est plus que frappant. L'islam serait source de dégénérescence et d'extrémisme, incompatible avec la modernité et les valeurs républicaines. Cette colonisation des esprits a des conséquences dévastatrices en ce sens qu'en Algérie des notions et valeurs universelles telles la liberté, la dignité humaine, la justice sociale sont usurpées dans l'unique but de guerre.

L'opinion publique algérienne et étrangère est martelée par une interprétation unique qui caractérise les faits d'"événements" ou de "non-événements". La lutte contre le terrorisme déclarée priorité nationale, toute connivence avec la junte militaire, garante de la démocratie, est de ce fait justifiée et d'autres approches ou analyses de la situation sont étouffées ou décriées comme soutien au terrorisme. Pourtant on ne parle pas de guerre car cela signifierait prendre "l'ennemi" au sérieux, légitimer son existence alors que toutes les forces sont mobilisées pour l'occulter, le minimiser, l'éradiquer. Aucune méthode n'est ménagée d'autant plus que le mot d'ordre lancé par les militaires eux-mêmes incite à la diffamation, la propagation de mensonges en passant par les appels à la délation¹⁵ et la désinformation systématique. Comme le souligne

Boussad Abdiche, journaliste: "Nous passons sans aucune transition de la langue de bois à la langue au vitriol, de l'ère de la presse enchaînée à l'ère de la presse franchement déchaînée. Les plus grands pourfendeurs des hommes et du système aujourd'hui sont les mêmes qui, hier encore, ne juraient que par ces hommes et par ce système".¹⁶

N'ayant bénéficié que d'un laps de temps très court pour s'interroger sur son rôle et sa

¹⁵ "Dans une interview, Kamel Belkacem a reconnu que 80% des lettres de lecteurs publiés dans l'hebdomadaire Algérie-Actualité - dont il était le directeur - concernaient des manipulations et des délations de toutes les couleurs" (Jeudi d'Algérie 17. septembre 1992), Abdennour Ali Yahia, Algérie: Raison et déraison d'une guerre, Paris 1996, 60.

¹⁶ Idem, 53.

déontologie, la presse algérienne qu'elle soit gouvernementale ou privée eut vite fait de recouvrer le bercail de l'école militaire. La grande majorité des journalistes se recycla sans peine dans un journalisme de haine et de légitimation de l'option de guerre.

Dans un article intitulé "la dernière chance", le général en retraite Rachid Benyelles écrivait: "Les médias avaient été lâchés pour lancer des anathèmes contre les partisans de la solution politique et de la réconciliation, présentés de nouveau comme des traîtres à la cause nationale".¹⁷

Comme nous le verrons par la suite à travers des exemples concrets, la presse algérienne est passée au-delà de la soumission aux préceptes édictés par les généraux pour s'engager activement à leurs côtés, accomplissant peut être pas avec professionnalisme, mais sans doute avec impétuosité leur mission.

"Ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous"

Rapidement, après l'arrêt des élections en janvier 1992, une partie de la presse dite indépendante se positionnera clairement dans ce que le pouvoir appelle "la guerre totale", et s'érigera en porte parole des fractions les plus hostiles aux mouvements populaires.¹⁸ L'ennemi principal de la république et de la démocratie serait donc le FIS, qui de par sa nature ne peut être qu'un parti terroriste. La guerre est déclarée à tous ceux qui de près ou de loin sont en contact avec ce parti. Les signataires du contrat de Rome qui regroupe les plus importants partis d'opposition sont diabolisés et présentés comme complices objectifs du terrorisme.

Hier alors que Ahmed Ben Bella embrassait chaleureusement Anouar Haddam, membre du califat du GIA, à Rome, sous le regard bienveillant des représentants de l'église catholique, dont plusieurs de leurs membres ont été assassinés par les hommes de ce même Anouar Haddam en Algérie, un enfant de sept ans était égorgé à Tazoult, dans la wilaya de Batna.¹⁹

L'unique discours sur le terrorisme validé relève des autorités et des "organes de propagande" autorisés, privés ou non, qui imposent le monopole de définition. Un terrorisme d'état n'existe pas et tout acte "terroriste", réel ou non est attribué à des acteurs étrangers au pouvoir. Ainsi il n'est pas opportun de parler de torture et de massacres de civils perpétrés par des forces de l'ordre. Il est exclu que l'existence de "groupes armés" puissent être une réaction à l'interruption des élections et de la répression qui s'est abattue par la suite à tous les niveaux de la société. Il est par dessus inconcevable qu'une opposition armée puisse avoir un rapport avec une violence coloniale jamais tout à fait disparue, tout au contraire, bien ancrée et virulente par l'intermédiaire du soutien français au pouvoir et aux "démocrates" auto-proclamés algériens.

Le message de la majorité des politiciens au pouvoir ou dans l'opposition "autorisée" sur le terrorisme, colporté par la presse, ne s'attarde pas trop sur les finesses de définition. La conception de terrorisme si vague et pourtant si lourde de conséquences, est surtout un instrument idéologique et psychologique contre tout ennemi. Cet ennemi, le "terroriste", ne serait pas seulement ce jeune homme inculte, brutal qui militait dans le FIS et voulait imposer l'état islamique l'arme à la main, faisant couler le sang de tous ces assoiffés de démocratie et de liberté.

¹⁷ Idem, 61.

¹⁸ Cette presse n'a pourtant aucune assurance de survie, car si elle se fait "porte-parole" du pouvoir dans sa lutte contre le mouvement islamique, sur d'autres terrains, les conflits sont nombreux. Il faut citer dans ce "camp" des journaux tels Alger républicain, Liberté, Le Matin, El Watan, L'authentique, Le soir d'Algérie, Hebdo Libéré, etc., sans mentionner la presse gouvernementale.

¹⁹ Le Matin, 22 novembre 1994.

L'homme qui se tenait debout depuis quelques instants n'a pas l'allure d'un chef de bande intégriste et sanguinaire. Avec son visage tendre, émacié, ses cheveux courts et crépus et son allure d'enfant docile, il ferait plutôt penser à la victime qu'au bourreau. On aurait dit un paysan quelconque de cette petite localité... Et seule sa voix menaçante peut indiquer la présence de cette bête féroce, immonde qui sommeille en lui. (...) Son nom? Peu importe son nom. En tous les cas, Mourad n'est plus un humain. Mourad est le nom d'une machine à tuer.²⁰

Il est de surcroît machiavélique puisqu'il "infecte" nos enfants cherchant chez ces pauvres victimes naïves un relais pour ses actes criminels. Il s'agit d'être à l'affût: le terroriste se trouve partout comme "le poisson dans l'eau". Il peut être notre collègue, notre voisin et, pourquoi pas, notre sœur. Le Matin titre: "Des élèves terroristes. L'école au service de l'intégrisme?"²¹ ou bien consacre une page entière sur ce que "deux adolescents racontent: 'comment nous sommes devenus des terroristes'"²².

La notion de terroriste est un fourre-tout commode et peu exigeant en matière de rigueur intellectuelle et probité. Le terroriste, c'est l'autre - l'ennemi. Il est la négation de tout ce qui relève de la moralité, culture, science, volonté historique, action sociale émancipatrice... bref, de l'humanité. Il est l'antithèse. Il n'est qu'une bête, qu'"une machine à tuer".

Avec une telle conception, il est aisé de dénier à l'autre toute aptitude. Dans le mouvement d'opposition islamique - dit terroriste - il n'y a ni intellectuels, ni journalistes, ni artistes et qui plus est, jusqu'à l'existence de femmes est remise en question puisque les démocrates-éradicatrices s'attribuent le monopole de parler au nom de toutes les femmes, qui parce qu'elles sont femmes, seraient victimes de "la barbarie intégriste".²³

Pour tous ceux qui s'engagent à oeuvrer pour une solution politique, qui selon les éradicateurs sont donc de "l'autre bord", dangereusement proches des "terroristes", les diatribes désobligeantes ne manquent pas. L'un, Ali Yahia Abdennour, président de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme se voit relégué "au ban de l'histoire"²⁴, l'autre, Hocine Ait Ahmed, secrétaire général du Front des Forces Socialistes sera désavoué comme traître puisqu'avec sa participation à la rencontre de Rome, "il peut toujours porter ses jugements de valeur pour satisfaire son frère assassin, Anouar Haddam."²⁵

Le terrorisme est omniprésent...

Une caractéristique du terrorisme serait sa mouvance et son imprévisibilité. Il se trouve à tout endroit, peut frapper à tout moment et n'importe qui, comme le montre les victimes des voitures piégées, ces femmes et ces enfants innocents massacrés, ces bombes aveugles etc. Tout citoyen ou toute citoyenne peut être victime mais... est aussi suspect.

Pour susciter dans la population algérienne l'incompréhension et le rejet vis à vis de toute

20 L'Hebdo Libéré, 23-29 mars 1994.

21 "Des lycéennes agents de liaison. (...) Au cours de leur interrogatoire les intéressées affirment avoir été endoctrinées par leur professeur de mathématiques, militant de l'ex-FIS (...). Ce dernier en fuite est activement recherché". Le Matin, 29 mai 1994.

22 Le Matin, 5 juin 1994.

23 Voir Ghania Mouffok, les femmes algériennes dans la guerre, Peuples Méditerranéens, janvier-juin 1995.

24 Liberté, 15 octobre 1992, cité dans Livre Blanc, 176.

25 Le Matin, 22 novembre 1994.

opposition au régime, il est essentiel de produire des amalgames quant aux différents protagonistes de l'opposition. Le fait de surmédiatiser les actes de sabotages, de meurtres et de massacres et de les attribuer systématiquement aux groupes armés d'opposition sert d'une part à discréditer le Front Islamique du Salut, dont seraient issus tous ces groupes "terroristes", et d'autre part à mettre en évidence que ce terrorisme n'a pour unique but que la destruction de l'État, de ses fondements institutionnels, ses infrastructures, son économie et en conséquence du bien public. Ceux qui appellent au dialogue sont complices de ce projet d'anéantissement. Lorsque Ait-Ahmed est cité au sujet de la rencontre de Rome dans *Le Matin*, c'est pour mettre en évidence sa responsabilité quant à la destruction de l'Etat

'Il faut arrêter le massacre car au bout c'est l'effondrement brutal et total de l'Etat'. Cette phrase dite ainsi devant le terroriste Haddam, dont le mouvement œuvre depuis sa création à détruire toute notion de l'Algérie, Etat et Nation, est un encouragement.²⁶

Une fois la nature du terrorisme dévoilée, il est enfin permis de s'attaquer à son "éradication". La lutte antiterroriste n'est plus à justifiée

A la violence, imposée, il faut répondre par une violence légale et encore plus grande, puisqu'il est établi, maintenant, que se veulent définitivement irréductibles ceux ayant pris les armes pour tuer les Algériens et abattre définitivement l'Etat.²⁷

C'est ainsi qu'il faut s'habituer au fait que les forces de l'ordre abattent quotidiennement des "terroristes". Les journaux en publient quotidiennement les chiffres, parfois des noms et le type d'arme trouvée. Il est devenu non seulement banal de lire ces informations mais surtout inconcevable de remettre en question la version du "terroriste dangereux mis hors d'état de nuire". Par contre jamais ne sont divulgués les pertes du côté des forces de l'ordre. La circulaire relative au traitement de l'information conseille dans son § 5 de

mettre en évidence le caractère inhumain des pratiques barbares des terroristes" en focalisant sur "l'égorgeage", les "attaques d'ambulance", la "mort et infirmité d'enfants" et l'"assassinat de parents de membres de services de sécurité ou en présence d'enfants même mineurs.

Dans le cas des journalistes assassinés la presse a souvent pu décrire en détail et avec certitude le meurtre et en nommer le responsable, pourtant, jusqu'à présent, il n'y a pas eu un seul procès équitable et public prouvant la culpabilité des suspects.²⁸ Non seulement s'agit-il de "dissuasion" telle que la suggèrent les directives du ministère de l'intérieur, mais en outre de semer la méfiance et la suspicion à l'égard de tout le monde et de montrer les succès de la "lutte antiterroriste".²⁹

...mais en voie de disparition

L'annonce quotidienne de ces succès sur le terrain sécuritaire est accompagnée d'allégations de "dernier quart d'heure", de "terrorisme résiduel" bien que la presse ne semble pas toujours

26 idem.

27 Hebdo Libéré, 23-29 mars 1994.

28 Ghania Mouffok, Etre journaliste en Algérie, 93. RSF écrit dans son rapport au sujet des assassinats de journalistes: "Les services de sécurité n'ont jamais révélé les résultats de leur enquêtes et les seuls procès d'assassins de journalistes qui ont été portés à la connaissance du public ont eu lieu par contumace.", 5.

29 La dite circulaire recommande dans son § 5 de mettre en évidence: "l'efficacité des forces de sécurité qui, même si elles n'arrivent pas à prévenir tous les crimes, arrivent toujours à retrouver les coupables". La dernière liquidation en date concerne le présumé meurtrier de Abdelhak Benhamouda, assassiné le 28. Janvier 1997. Rachid Medjahid qui a "reconnu" ce meurtre à la télévision algérienne, a été tué en prison le 26 février 1997.

partager ce point de vue du gouvernement mais favoriser la médiatisation sensationnelle des assassinats, massacres, attentats à la bombe etc. pour montrer l'horreur et la barbarie³⁰ et applaudir l'augmentation des forces de l'ordre, l'appel des réservistes, la création des gardes communaux³¹ et surtout des milices.³² Aussi s'agit-il d'expliquer inlassablement que ce n'est qu'une minorité d'assassins et d'égorgeurs qui terrorisent la population mais qu'avec la mobilisation de toutes les "forces patriotiques" on aura vite fait de s'en débarrasser.

Afin de montrer à l'opinion publique que les forces de l'ordre maîtrisent la situation et contrôlent le terrain, il est nécessaire de créer du flou sur l'organisation des groupes armés. Selon les circonstances, il s'agit d'un groupe muni d'une structure pyramidale et d'un chef suprême, ou bien de petits groupes indépendants les uns des autres qui sèmeraient la terreur pour présenter une puissance qu'ils ne possèdent pas. "Les derniers soubresauts" de "quelques centaines de terroristes localisés et fichés" ou d'"un millier d'éléments disséminés".

Pour parfaire à cette version des faits, les journaux sont tenus de "traiter l'information systématiquement en page intérieure" et de "banaliser et minimiser l'impact psychologique de l'action terroriste et subversive et préserver le moral de la Nation".³³

Il s'agit de persuader l'opinion algérienne, mais surtout étrangère de la nécessité et de l'efficacité de la lutte anti-insurrectionnelle et notamment de dissimuler l'ampleur du phénomène de résistance populaire, qu'elle soit passive ou active. Pour respecter leur engagement dans cette mission d'"éradication du terrorisme" certains journaux appellent les citoyens à s'organiser en "comités d'autodéfense" pour lutter militairement contre les groupes armés,³⁴ sollicitent la dénonciation de toute personne suspecte, manient la diffamation contre toute personne ne partageant pas leur point de vue absolu³⁵ et flairent à tout moment une conspiration de "l'internationale intégriste" contre la souveraineté de l'état.

Des révélations fracassantes sur les réfugiés de l'ex-FIS en Allemagne. Bonn couvre le GIA. (...) Rabah Kebir et Lounici sont membres à part entière du GIA. Ils préparaient un attentat contre l'ambassade d'Algérie à Paris en août 1993. Ils préparent par ailleurs, avec Oussama Madani, une alliance avec les mouvances chiites de l'Iran et du Hezb-El-Islami de l'Afghan Hekmatyar.³⁶

Pourtant, montrer que l'état et surtout l'armée ont le contrôle sur la situation sécuritaire est essentiel, et les succès de la "lutte antiterroriste" légitiment les descentes dans certains quartiers décrétés "chauds", les "traquages de terroristes", les exécutions sommaires, les disparitions et autres méthodes et forcent la population à se soumettre à la présence de toutes ces forces de l'ordre et à une militarisation avancée de la société.

Massif de Collo. Virée dans une région longtemps terrorisée. La peur nous noue la gorge lorsque nous découvrons une fourgonnette complètement calcinée. (...) La présence d'un bon nombre de soldats de l'ANP, mêlés à la population locale, nous réchauffe le cœur. La scène

30 Le but recherché est, selon le § 6 de la circulaire confidentielle, "la provocation de réactions de rejet du terrorisme" en mettant "en évidence le caractère inhumain des pratiques barbares des terroristes". Un des sujets favoris est le viol de femme et de filles, jouant sur l'impact psychologique de ce genre d'information. "En dépit de la propagande intégriste [sic], les 10 terroristes ont bel et bien violé les deux fillettes du gendarme avant de perpétrer leur massacre." Le Matin 3 juillet 1994 ou ailleurs: "Quand les terroristes légalisent le viol", Le Matin, 17 mai 1994.

31 "15 000 gardes communaux opérationnels", El Watan 16/17 décembre 1994.

32 Voir le § 8 de la circulaire citée ci-dessus: "développement du réflexe collectif d'autodéfense".

33 § 3 de la dite circulaire.

34 "Des citoyens traquent les terroristes", Le Matin 2 août 1994.

35 "Cet acte barbare démontre une fois de plus, que les groupes armés, composés pour la plupart de Harkis et fils de Harkis, ne reculent devant rien pour réaliser leurs desseins abjects." Le Matin, 17/18 juin 1994.

36 Le Matin, 18/19 novembre 1994.

d'un enfant tendrement assis sur les genoux d'un Djoundi est particulièrement émouvante.³⁷

Mais il s'agit aussi de persuader les gouvernements étrangers du fait que l'armée et l'état algériens maîtrisent fort bien ce terrorisme, qui après tout n'est pas si exceptionnel en comparaison avec les attentats terroristes en Espagne, Grande-Bretagne ou ailleurs.³⁸ De nombreuses démocraties ont à supporter leur dose de terrorisme, et l'état algérien, quant à lui, ne parvient-il pas à garantir les intérêts étrangers dans le sud du pays? Ces états devraient plutôt s'atteler à poursuivre les membres du FIS réfugiés sur leur territoire, puisque ces derniers - selon des "sources bien informées" - commanditent les assassinats et organisent le trafic d'armes à destination de l'Algérie

Le gouvernement américain va-t-il attendre une nouvelle affaire du type World Center pour réagir enfin contre les terroristes algériens présents aux Etats-Unis? (...) Aucun esprit, aussi tortueux soit-il ne pourra prétendre que celui qui se présente comme le chef de la délégation parlementaire du FIS à l'étranger n'est pas l'un des commanditaires des horribles attentats commis quotidiennement en Algérie.

Il aura fallu un génocide incroyable de la population algérienne et l'élimination d'une bonne partie de son élite intellectuelle pour que l'opinion occidentale commence à ouvrir les yeux sur la nature du FIS et particulièrement sur le trafic d'armes qu'il a organisé à partir de l'Europe.³⁹

La récupération des morts à des fins politique

Le discours exclusif et éradicateur vulgarisé, mais aussi développé par un bon nombre de journaux, englobe des thèmes qui expriment surtout la vision simpliste et manichéiste de ses détenteurs. La pensée unique développée au cours de ces dernières années de guerre repose surtout sur un discours de haine et de violence impliquant le rejet, la négation de l'autre, l'autre étant à la fois une entité identifiable (le barbu, la voilée, le terroriste, le harki) et une masse amorphe dont l'instrumentalisation à des fins propagandistes est aisée. Celle-ci prend soit des contours clairs pour devenir une base de refus au barbarisme, de résistance, d'organisation de milices, d'élan de patriotisme etc. ou bien elle reste recroquevillée sur elle-même, sombre et inculte, enfermée dans ses coutumes ancestrales et réceptive au discours "intégriste".⁴⁰ Cette masse, avant tout mineure, réclame un tuteur qui lui prêterait une identité, lui permettant de sortir de l'anonymat. Tout d'un coup, en se métamorphosant en "victime du terrorisme", elle prend forme, se personnalise et peut même devenir sujet. "Vaste mobilisation nationale. Le front de résistance" titre El Watan à l'occasion de la manifestation du 22. mars 1994, "les lycéennes enlèvent le hijab"⁴¹, "une pédiatre de 42 ans, Ishaq, mère de deux garçons de 2 et 5 ans, a été égorgée dans l'anonymat complet la semaine dernière dans le fief islamiste de Bougara, près d'Alger".⁴² Le défunt Youcef Fathallah, défenseur des droits de l'Homme au sein de la Ligue Algérienne des Droits des Hommes, œuvrait pour le dialogue et la réconciliation nationale et participa pour exprimer cet engagement à la marche du 8 mai 1994, une marche qui fut décriée par "les éradicateurs et la presse", ceux-là mêmes qui "veulent maintenant récupérer

37 Horizons, 15 février 1995.

38 La circulaire confidentielle conseille dans son § 8 de "révéler au grand public que la violence est un phénomène endémique des nations modernes qui provoque chaque année des milliers de morts".

39 El Watan, 12 mars 1995.

40 Voir Moussa Ait-Embarek, L'Algérie en murmure, un cahier sur la torture, Plan-les-Ouates 1996.

41 El Watan, 6 avril 1994.

42 Heureusement qu'El Watan a divulgué le 14 octobre 1994 ce meurtre si anonyme, que la victime elle-même n'en savait rien. Elle s'en est plainte au journal.

politiquement sa mort”⁴³.

Ainsi les ”victimes du terrorisme intégriste”, avec ou sans leur consentement, sont récupérées par les républicains pour allonger la liste de leurs martyrs: qu’il s’agisse de ”femmes algériennes” violées, enlevées et égorgées, d’intellectuels décapités, d’”enfants innocents” tués par des bombes, d’anciens moudjahidin en retraite, de journalistes, de jeunes appelés, de membres des différents gouvernements, tous sont animés par la même foi, le même désir de paix, de liberté, de démocratie. Pourquoi sinon, les aurait-on tués? Cette récupération des morts est accompagnée par tout un discours sur la barbarie qui relègue ”les autres” morts dans la catégorie des ”terroristes” abattus à qui, même une fois enterrés, l’identité peut leur être reniée. Sur leur tombe est inscrit un ”X algérien” qui rappelle étrangement les ”X musulman” d’antan...

C’est le procès du FIS qui se fait à chaque attentat à la voiture piégée, à chaque assassinat. La presse éradicatrice s’impose comme juge et distribue des arrêts de mort. Le but est de dépolitiser un mouvement qui ne conteste pas seulement le monopole économique mais surtout culturel, religieux et identitaire. La popularité du FIS rend celui-ci ”dangereux” pour les défenseurs de la démocratie totalitaire, de l’option du ”tout sécuritaire”. Il faut donc le diaboliser, l’ensauvager, le nier, lui refuser tout potentiel d’émancipation politique et sociale. Le discrédit systématique du mouvement islamique faisant de ses membres et sympathisants des bêtes monstrueuses⁴⁴ ou des égarés ”illuminés par une fausse lumière” sert objectivement l’armée dans sa guerre contre toute opposition sur le terrain. Il s’agit de détourner l’attention du public de la torture, des exécutions sommaires, des massacres perpétrés par la police, l’armée ou les milices, des camps de concentration etc. et de la polariser sur les exactions réelles ou imaginaires de l’opposition . On ne pose plus la question de savoir qui est l’auteur du crime, puisqu’il est ”connu” de tous. ”La sauvagerie terroriste ne connaît pas de limites et se nourrit continuellement du sang des innocents.”⁴⁵ Même si un journaliste devait par hasard ”se poser des questions” c’est pour se demander pourquoi ”des personnes armées n’ont pas fait usage de leurs armes” au moment d’une attaque, bien sûr perpétrée par des ”terroristes”.⁴⁶

Lorsqu’un passé douloureux rattrape un présent tout aussi douloureux

Il faut faire son choix. Soit on se place du bon côté et récolte les louanges de la presse et autres éradicateurs⁴⁷ ou bien on est du mauvais côté, alors on ne doit pas s’étonner d’être traité de criminel, d’assassin, d’égorgé, etc. Toute une terminologie de la criminologie est employée afin de vider toute opposition au système de sa substance politique.⁴⁸ Ce ne seraient que des instincts

43 Ali Yahia Abdennour, Il est vrai que le ridicule ne tue pas en Algérie, Livre Blanc, tome 2, 180.

44 Celui qui excelle dans la diffamation vulgaire c’est Rachid Boudjedra dans son ”FIS de la haine”, Paris 1992.

45 El Watan, 2 novembre 1994.

46 idem, 12 décembre 1994.

47 Que ce soit à l’occasion des manifestations organisées par une poignée de femmes parlant au nom des ”femmes algériennes” à l’occasion des journées de la femme, le tribunal contre l’intégrisme organisé par ces mêmes femmes ”démocrates” qui n’hésitent pas à condamner à mort les responsables du FIS, ce que même le tribunal militaire n’a pas fait, la manifestation des ”démocrates” du 22 mars 1994, les marches de soutien à Liamine Zeroual au moment des rencontres de l’opposition à Rome etc.

48 Ce changement de terminologie qui consiste dans l’emploi du terme de ”criminel” à la place de ”terroriste” est remarqué dans le Soir d’Algérie du 26 février et serait ”intervenu depuis l’annonce du projet de loi relatif à l’amendement de la procédure et du code pénal, assorti de mesures de clémence sous condition à l’endroit de terroristes repentis”.

bas et vils qui pousseraient vers le crime; des jeunes qui pour quelques dinars égorgeraient un policier ou un intellectuel. Ainsi on ne peut que difficilement échapper à la tendance de faire des comparaisons entre le discours actuel des éradicateurs et celui utilisé par les défenseurs de "l'Algérie française":

Le hors la loi, le criminel de droit commun qui échappe aux recherches et se réfugie dans la montagne, dans la forêt, se pare soudainement, pour les besoins d'une cause qui n'est même pas la sienne, de ce faux héroïsme, grâce auquel on tente aujourd'hui d'exciter les foules qui ne peuvent mesurer exactement les bienfaits de la... présence française.⁴⁹

Aujourd'hui ce sont les bienfaits de la démocratie à la façon des généraux algériens dont il faut faire l'éloge. Le gouvernement algérien et la presse éradicatrice s'emploient quotidiennement à montrer aux européens qu'en Algérie, on lutte pour les mêmes valeurs: une Algérie libre et démocratique, contre l'obscurantisme et la barbarie. Il faut combattre cet ennemi public commun. La ligne de démarcation ne serait pas la Méditerranée (frontière qui depuis des siècles anime la fantaisie des Européens: n'était-ce pas les romains qui désignèrent l'Afrique du Nord du nom de Barbarie? n'était-ce pas par devoir de "mission civilisatrice" que l'entreprise coloniale s'éprit des pauvres "indigènes" de "là-bas", et de nos jours n'est-ce pas la barbarie se propageant au centre d'"ici" qui pousse un ministre du nom de Pasqua à vouloir "mettre de l'ordre"?) mais elle se situerait bien plus entre modernité et barbarie, entre démocratie et théocratie. C'est à ce niveau que le discours sur l'Islam devient à proprement parlé raciste avec une connotation colonialiste: l'Islam serait incompatible avec l'urne. Sorti de sa sphère privée, il serait négation de la "civilisation" et deviendrait totalitaire. Il faut donc combattre cet Islam contestataire, identitaire en créant un "clergé", mis à la disposition du pouvoir. C'est un Islam domestiqué, au service de la lutte "contre le terrorisme" qu'il s'agit de promouvoir: la circulaire ne sollicite-t-elle pas "le développement de l'idéologie religieuse condamnant le crime",⁵⁰ le mufti de la grande mosquée de Marseille ne déclare-t-il pas à l'occasion d'une manifestation de solidarité avec l'Algérie: "Je suis pour un état républicain, démocrate pour faire obstacle à l'obscurantisme. (...) La laïcité libère l'état de tout dogmatisme, libère la religion de toute mainmise politique."⁵¹ Quant aux milices, nommées "patriotes", elles sont portées par une motivation "spontanée, entière, relevant de considérations civilisationnelles."⁵²

A la recherche d'alliés

Pour ceux qui plaident l'option militaire, l'analyse est simple: Le FIS est un parti "terroriste" qui, parce qu'il a été empêché d'instaurer l'état islamique en 1992, prend sa revanche et veut arracher le pouvoir par la force. Tous les moyens sont bons pour les partisans de l'obscurantisme. Si les "forces vives", les "consciencés éclairés" et les "Algériens libres et dignes" se levaient,⁵³ sachant qu'ils pourraient s'appuyer sur un état fort dont l'autorité et la crédibilité serait restituées, si tous les "patriotes" s'engageaient dans la voie du rétablissement d'une "Algérie algérienne", alors l'ennemi serait rapidement écrasé. Cet ennemi se trouve à l'intérieur du pays à tous les niveaux,

49François Mitterrand dans le journal officiel du 12 novembre 1954, cité dans le livre écrit sous la direction de Henri Alleg: La guerre d'Algérie, Paris 1980, tome I, 442.

50 Cette "idéologie" sera centrée sur la condamnation du terrorisme en montrant qu'en Algérie on "tue au nom de la religion et sur la base de fatawate, ce qui constitue un double crime: contre la personne humaine et contre l'Islam", puis il s'agit de médiatiser le personnel religieux disposé à légitimer le pouvoir et enfin il faut faire pression sur les autres personnalités religieuses afin qu'elles se rallient à cette cause.

51 Compte-rendu de ce meeting du 3 février 1997 dans El Watan, 5 février 1997.

52 L'authentique, cité dans le rapport de RSF, 18.

53 Alger Républicain, 21 mars 1994 à l'occasion d'un appel à une manifestation.

dans le voisinage, dans l'administration et les entreprises publiques,⁵⁴ mais aussi à l'extérieur. Il est connu et se nomme Soudan, Iran⁵⁵ ou Hizb-Allah. Mais ce ne sont pas seulement ces états et partis, qualifiés par le "gendarme du monde" de terroristes, qui menacent l'unité de l'Algérie, les démocraties européennes, en tolérant sur leur sol des terroristes connus, affaiblissent le mouvement républicain en Algérie. La presse algérienne happe toute information relevant de la répression à l'encontre du FIS en Europe afin de confirmer la thèse du complot, des instigateurs installés en Europe, où ils bénéficient des "largesses de l'asile politique pour se lancer dans des discours qui incitent au meurtre dans leur pays."⁵⁶ On crie "non à l'ingérence" lorsqu'un politicien français appelle au dialogue entre toutes les parties concernées, avec la participation du FIS

Dans un communiqué rendu public, les signataires de l'appel (...) ont souligné qu'au moment où les Algériens résistent aux hordes terroristes afin que "l'Algérie souveraine demeure", des voix s'élèvent dans l'hémicycle français dont cette "tonitruante" de M. Giscard d'Estaing appelant à la participation des commanditaires du crime aux prochaines législatives. "frappé d'amnésie, M. Giscard d'Estaing a-t-il oublié que l'Algérie est un pays indépendant depuis 35 ans?"⁵⁷

et on jubile lorsque le ministre de l'intérieur Pasqua lance le plan vigipirate qui sert non pas seulement à faire la chasse aux "terroristes" mais plutôt aux réfugiés sans papiers officiels. Ainsi on n'en est pas à une nuance près, même si celle-ci consiste à supporter la politique raciste française qui évoque farouchement les rafles d'il y a quarante ans. Aujourd'hui, "démocrates" algériens et français sont liés par une cause commune. Ensembles ce sont les valeurs républicaines qu'il faut défendre, ensembles, c'est le flambeau républicain qu'il faut brandir contre les intégristes, inquisiteurs, obscurantistes et forces anti-civilisationnelles. Les occasions pour les "démocrates" des deux côtés de la Méditerranée pour se réunir ne manquent pas. La presse algérienne s'en fait l'écho en Algérie comme à l'occasion d'"un meeting de solidarité avec l'Algérie" à Paris le 3 Février 1997, auquel participent des personnalités politiques, intellectuels et artistes algériens et français.⁵⁸ Tous s'entendent sur les prémices de la situation actuelle et sur le combat à mener pour vaincre le "terrorisme". C'est l'incantation de l'Algérie démocratique, laïque, "la résistance face à la barbarie jusqu'à la démocratie", l'Algérie "de Boudiaf", l'Algérie "dont l'écrasante majorité se retrouve dans le projet démocratique", etc. En fait des deux côtés on mène le même combat et si de temps en temps les "démocrates algériens" agitent l'étendard nationaliste vis à vis des anciens colonisateurs c'est pour mieux dissimuler leur hypocrisie. Le leitmotiv de ces derniers a été exprimé par le philosophe français Pascal Bruckner

Je suis pour le dialogue du pouvoir avec les forces démocratiques. Demander aux démocrates de dialoguer avec les islamistes c'est demander aux victimes d'embrasser leurs bourreaux avant qu'ils ne les égorgent.

"Tout dialogue n'est que trahison à la patrie"

C'est un débat clos qui tourne exclusivement autour du "terrorisme intégriste". Cela signifie qu'"on ne discute pas" et qu'on place au pied du mur tous ceux qui "discutent". La plus grande campagne médiatique sur le thème de la trahison a été menée au moment des rencontres des plus grands partis d'opposition algériens à Rome. En janvier 1995 ces partis ont signé une plate-forme

54 "Les pouvoirs publics ont - enfin! - décidé de s'attaquer de front à l'intégrisme qui a gangrené les administrations et entreprises publiques", El Watan 9 avril 1995.

55 "Téhéran promet l'assassinat de Ali Kafi", El Watan, 6 juillet 1992.

56 El Watan, 18 décembre 1996.

57 El Watan, 5 février 1997.

58 idem.

afin de faciliter une sortie de la crise. "Oh trahison!" crie la presse éradicatrice, "non à la mise à mort de l'Algérie!", "non à la reddition!".

Le terme de "complot intérieur et extérieur" est souvent utilisé par le président [algérien] faisant référence aux signataires de la plate forme de Saint Egidio et l'appel pour la paix. Ces derniers sont implicitement accusés d'être responsables de la dégradation de la situation.⁵⁹

Les rôles semblent inversés: ceux qui tentent de réunir autant de sensibilités politiques que possible afin de trouver une solution commune, sont traités de "traîtres", de "complicité avec le terrorisme" alors que ceux qui appellent à la militarisation de la population, à la guerre acharnée, sont des héros, de véritables "partisans". Le tapage médiatique, la répression contre les partis signataires de la plate-forme et la censure de tout ce qui se rapporte à celle-ci sont tels, qu'exprimer son approbation à cette initiative, relève du soutien aux "terroristes".

La manipulation psychologique a pour but de torpiller un débat public autour de cette plate-forme et de faire taire tous ses supporters, soit en leur interdisant absolument l'accès aux journaux, ou en bombardant l'opinion publique avec les prétendues manifestations de soutien au président qui ressemblent "à s'y méprendre au(x) défilé(s) de l'indépendance du pays".⁶⁰ Les partisans du dialogue avec le FIS sont en permanence soumis aux diatribes de la presse éradicatrice et poussés à condamner incessamment "la violence", celle-ci étant exclusivement intégriste, à prendre leurs distances vis-à-vis du FIS etc., uniquement pour avoir droit à la parole. Là aussi il s'agit de détourner l'attention des algériens des questions fondamentales liées à la sortie de la crise, pour les enrôler dans des discours fixés sur le "terrorisme". Et surtout s'agit-il de brouiller les regards et les consciences afin que le terrorisme d'état, ses crimes, ses pratiques, ses suppôts se volatilisent derrière toute cette horreur attribuée aux islamistes. "La peur doit changer de camp", le mot d'ordre lancé par l'ancien premier ministre Redha Malek est repris par toute la presse éradicatrice qui s'engage à concrétiser cet appel.

"La peur doit changer de camp"

Ce leitmotiv annonce une recrudescence de la guerre, tant sur le plan idéologique que militaire. Il s'agit d'impliquer la population civile dans cette lutte "antiterroriste" en créant les milices armées. Tandis que la gendarmerie se charge d'organiser les "comités d'autodéfense" - euphémisme sanglant - certains politiques et journaux balisent le terrain idéologiquement et moralement: Il faut d'une part persuader l'opinion publique qu'une militarisation générale est incontournable; et d'autre part, le fait d'impliquer un grand nombre de civils "faisant couler du sang" s'avère une des meilleures garanties d'une complicité avec les forces de l'ordre et de loyauté envers la junte militaire. L'enlèvement continu de cette "guerre qui n'a pas de nom" et la dérive vers une guerre civile sont les conséquences d'une procédure blanchissant l'armée et le gouvernement, qui de plus en plus se débarrassent du "sale boulot".

L'orchestration médiatique se sert de tous les registres disponibles afin de dérouter, de manipuler et d'endoctriner le public. La presse ne se gêne pas de présenter deux femmes égorgées comme victimes du terrorisme intégriste alors que celles-ci sont membres d'une famille de moudjahidines.⁶¹ De même s'avérera-t-il qu'une autre victime que les milieux éradicateurs

⁵⁹ El Watan, 10 février 1997.

⁶⁰ "Près de 20 000 personnes selon les sources généralement bien informées ont participé ce jeudi à Barika... à la marche de soutien au président L. Zeroual et pour dénoncer le terrorisme". El Watan, 16/17 décembre 1994.

⁶¹ Voir François Burgat, l'Islamisme en face, Paris 1995.

instrumentaliseront dans leurs campagnes incendiaires, aura été assassinée par son ex-fiancé qu'elle voulait quitter.⁶² Ainsi il est rare qu'un doute subsiste quant aux auteurs des crimes et aux motivations idéologiques. Preuve à l'appui, le citoyen Bouregua sera présenté par le quotidien *Liberté*, alors qu'il se trouve depuis le 31 octobre en prison et ne pouvait donc être impliqué dans les actions qui eurent lieu en juin 1994, comme membre

d'un groupe terroriste constitué de 30 criminels dirigé par Bouici et comportant entre autre Ali Bouregua et son frère, fils de Harkis.⁶³

Nous apprenons que ces gens ne connaîtraient qu'une seule langue, celle de la violence et de la terreur. Leur "projet de société" médiéval et anachronique n'attirerait que quelques "fous" qui, étant si peu nombreux, ne pourraient s'imposer que par la force. Ils violeraient, égorgeraient, incendieraient, massacreraient et poseraient des bombes, leur unique but étant de terroriser les gens pour arriver à leurs fins.

A l'échelon national, le crime organisé (le terrorisme) limite-t-il ses activités seulement aux jeux d'argent, aux maisons de débauche, à la mainmise sur les terres, aux vols avec menaces, aux rackets et autres extorsions? Non, il dépasse largement cette série de "défis", de surcroît, il se déclare d'une idéologie portant un projet de société qu'il veut appliquer par la destruction, la violence et le meurtre.⁶⁴

"L'ennemi" pouvant apparaître sous toutes les formes et à tout moment, les citoyens sont appelés à organiser leur propre défense. Ce ne serait donc qu'un acte de légitime défense que de prendre les armes et les "bavures", les "dépassements" ne sont que des incidents malencontreux.

Les "patriotes", défenseurs de la liberté

Les médias diffusent régulièrement des reportages écrits ou visuels sur les "comités d'autodéfense", ces groupes de paysans ou travailleurs qui, armés par les forces de l'ordre et rémunérés, font la loi dans leur quartier. Ils fêtent, comme les nouveaux héros de la nation, ces combattants qui vont délivrer cette population "qui vit une mort lente entre l'insoutenable chaleur et le terrorisme au quotidien".⁶⁵ Ces "patriotes" organisés en milices ne justifient pas leurs actes, personne ne le leur demande. L'essentiel est qu'ils soient dans le "bon camp". Le camp des "démocrates", des "femmes algériennes", des "intellectuels", des policiers, des gardes communaux,⁶⁶ des gendarmes, des forces spéciales et de... l'armée, la seule instance garantissant l'option républicaine. C'est donc autour de l'action de l'armée que vont s'articuler les espoirs et les angoisses.

La décision de L. Zeroual de poursuivre le dialogue avec les responsables du FIS, parti dissous, pourrait mettre en danger l'unité de l'armée... La question fondamentale qui se pose aujourd'hui aux Algériens est de savoir si l'armée va cautionner une démarche qui fera disparaître l'Algérie d'ici quelques mois.⁶⁷

Si c'est le pays qui risque de disparaître, en cas de dialogue avec l'opposition, alors l'engagement dans une "guerre totale" est justifié. La participation dans cette lutte "antiterroriste" est un devoir

62 Idem.

63 Le droit de réponse que l'épouse du concerné réclama du journal lui fut refusé. Livre Blanc, 186.

64 Le Matin, 17 mai 1994.

65 "Des anciens moudjahidines s'organisent en autodéfense. Chlef résiste au terrorisme", El Watan, 25 juillet 1994.

66 "Une initiative qui rencontre l'adhésion des citoyens: la police communale se déploie". Celle ci composée de membres de familles d'anciens moudjahidines "reflètent l'image d'une Algérie résistante et pleine d'espoir", El Watan, 13 avril 1995.

67 Omar Belhouchet dans El Watan, 18/19 mars 1994.

patriotique, tandis qu'exprimer des doutes quant au danger que représente la militarisation de la population relève du défaitisme, de l'abandon, de la trahison.

Lorsque le rapport d'Amnesty International a été diffusé en novembre 1996⁶⁸ la presse algérienne, scandalisée, s'indigne du fait que l'organisation ne respecte pas la sémantique éradicatrice qui prescrit un vocabulaire et des appréciations conformes à "la lutte antiterroriste".

La persistance de AI à considérer d'une part que le terrorisme est une opposition armée et d'autre part que les groupes de patriotes sont des 'milices' dont l'existence menace l'existence du pays a d'autres conséquences encore plus graves. Elle libère les groupes terroristes de toute réserve et les amène à claironner à l'extérieur leurs victoires supposées (...) D'autre part la tendance d'Amnesty à présenter les institutions algériennes et les autorités comme particulièrement pressés à passer à la liquidation physique sans aucun jugement de tout présumé terroriste peut expliquer en partie les hésitations de certains pays vis-à-vis des extraditions de terroristes.⁶⁹

Alors que le président de l'ONDH (Observatoire national des droits de l'Homme) soutient au sujet des "groupes civils d'autodéfense", que "ces citoyens agissent sous la responsabilité des services de sécurité et sous le contrôle de la justice pour lutter contre le terrorisme barbare", l'éditorialiste d'El Watan affirme que les "groupes d'autodéfense ne sont pas la création du pouvoir, mais une réaction à assimiler pratiquement à un réflexe de survie de la population devant l'impitoyable extrémisme des islamistes armés."⁷⁰ C'est en lisant les témoignages de "miliciens" colportés par certains journalistes ou organisations des droits de l'Homme qu'apparaît toute la dimension de cette "sale" guerre et la responsabilité d'une certaine presse dans sa justification.

Les "républicains", les démocrates auto-proclamés monopolisent la symbolique de la lutte de libération, non seulement dans le but de s'établir en héritiers exclusifs de celle-ci, mais aussi et surtout dans leur apologie du "tout sécuritaire". Dans un commentaire intitulé "Résistance" (la référence à la résistance au nazisme en France étant un des thèmes favoris), Salim Ghazi écrit

Les anciens moudjahidines qui connaissent exactement la signification de ce mot [liberté], ont décidé de s'organiser (...) en comités d'autodéfense. Ils entendent ainsi mener une deuxième 'guerre de libération' du territoire national.⁷¹

La manipulation des fantasmes européens

Dans ce texte nous n'avons pas fait mention au rôle que jouent les deux plus grands médias algériens - la télévision et la radio - qui pourtant ont un impact bien plus important que la presse, puisqu'une majorité de personnes les favorise et ne peut se permettre l'achat de journaux. Il est néanmoins nécessaire de mentionner que ces deux médias audiovisuels sont strictement contrôlés par l'Etat et remplissent pleinement le rôle propagandiste attribué par celui-ci. Robert Ménard, directeur de Reporters sans frontières écrit au sujet d'une radio algérienne:

Une station de radio comme la chaîne 3 va au-delà de ce que lui demande le pouvoir en se transformant en une véritable machine de guerre contre tout ce qui, de près ou de loin, aurait des sympathies avec les islamistes.⁷²

Quant à la télévision, une journaliste algérienne, elle-même victime de la censure puisque

68 Amnesty International: Algérie, le silence et la peur, novembre 1996.

69 Le Matin, 23. Novembre 1996 cité dans le rapport de RSF, 32.

70 El Watan, 21 novembre 1996, cité dans RSF, 29 et 30.

71 El Watan, 1 août 1994.

72 Ali Yahia Abdennour, 51.

l'organe de presse qu'elle dirigeait fut interdit en décembre 1996, la caractérise avec les mots suivants:

Tirillée entre le désir de vendre l'image d'une Algérie normalisée et celui de répercuter les thèses de l'Etat en lutte contre la barbarie, la télévision alterne têtes coupées ou corps violentés dans une belle orgie sanguinaire, et spectacles de la vie ordinaires. L'honneur de l'Etat ne peut être que racheté selon cette vision des choses, que par le déchaînement de l'horreur chez ses adversaires. (...) Aucune logique définie d'avance ne préside à la mise en spectacle de la violence à la télévision. Tout dépend de la conjoncture immédiate. Si un rapport d'Amnesty International accable le régime, la riposte sera "cathodiquement" sanglante. Mais si les négociations avec le FMI pointes du nez, seule l'Algérie normalisée, pacifiée et en route pour la prospérité aura droit d'écran.⁷³

La médiatisation ou l'étouffement des attentats réels ou imaginaires, l'attribution systématique des crimes à un groupe distinct du pouvoir tout en étant identifié et établi comme terroriste, permet selon l'opportunité du moment, soit d'en exhiber la sauvagerie et la barbarie soit de montrer que l'Etat algérien maîtrise la situation sécuritaire. La manipulation de l'information sert aussi à signaler au public tant national qu'international que réduire les libertés, imposer une censure ou édicter des interdits n'entravent pas au bon fonctionnement de la démocratie mais qu'au contraire, sans ces restrictions c'est l'Etat lui-même qui serait menacé dans son intégrité. En outre, la liberté d'expression dont se félicite l'Etat algérien livre à certains journalistes la permission pour tous les excès et abus journalistiques. C'est au nom de cette liberté d'expression qu'appel de guerre, à la délation, la création de milices, la diffamation sont monnaie courante.

Certains organes de presse s'adonnent à ce subterfuge qui fait que malgré les contraintes, les mises sous tutelle par les militaires et leur participation active à une propagande de guerre, de manipulation idéologique et d'endoctrinement, ils clament leur indépendance et parviennent - en Europe - en s'imposant comme un des piliers du courant démocratique à se garantir une grande crédibilité.

La maîtrise du discours et des valeurs occidentaux sur la démocratie, les droits de l'Homme, a permis à un certain nombre de journaux et de journalistes algériens d'être perçus en Europe comme les représentants d'une "société civile" si chère et recherchée par ceux-là même qui s'émeuvent à juste titre à l'annonce de l'assassinat d'un journaliste et se taisent devant les milliers de torturés, emprisonnés, tués ou disparus, dont le régime est incontestablement responsable. Pourtant les appels tonitruants à l'encontre des "démocrates" européens, les multiples rencontres, conférences, soirées télévision etc. n'ont pu empêcher grand nombre de ces derniers de voir qu'au delà d'une convergence de propos, aucun principe ne les liaient véritablement à cette fraction de démocrates algériens auto-proclamés. Si une autre position vis-à-vis de la situation en Algérie ne s'est pas encore imposée, il faut remarquer qu'une perception plus nuancée s'amorce, aussi en ce qui concerne la nature de la presse algérienne.

L'information, celle que donnent les journaux, y est notoirement manipulée. Chaque branche des différents services de renseignements a son "débouché" dans la presse écrite locale. Chacun des différents clans qui composent le régime militaire utilise la presse comme instrument d'influence politique. (...) Tout cela concourt ou devrait concourir à ne prendre les "informations" en provenance d'Algérie qu'avec extrême prudence, d'autant qu'elles constituent la seule base de la presse occidentale pour informer à son tour. Lire en détails certains communiqués de guerre repris dans les médias occidentaux, sans la moindre précaution, c'est relever, presque à tous les coups, nombre de contradictions et d'invéraisemblances"...⁷⁴

73 Salima Ghezali, Le spectacle de la violence, dans Reporters sans frontières, Le drame algérien, 49.

74 Alain Frachon, Le Monde, 7. Octobre 1997.

Néanmoins le spectre du fléau "intégriste" terroriste déferlant sur tout le Maghreb et menaçant le coeur de l'Europe restera virulent et efficace tant que les intérêts économiques orienteront les décisions politiques de ces pays à l'encontre de l'Algérie. C'est l'atout des éradicateurs algériens qui alimentent cette angoisse ancestrale et l'exacerbent à outrance. Mais il ne leur reste pas beaucoup de "munitions": malgré les efforts de la junte pour se doter d'institutions pseudo-démocratiques qu'en fait elle contrôle parfaitement (président élu, constitution sur mesure, partis assujettis, parlement-marionnette, presse muselée, observatoire des droits de l'Homme de service, société terrifiée à coup de massacres), le terrorisme d'Etat prend une ampleur difficile à légitimer.

La dimension impérialiste du discours sur le "Terrorisme"

La guerre qui sévit en Algérie avec ses affres et ses cadavres nous contraint à la comprendre dans un contexte international. La "chasse au terroriste" n'est nullement uniquement une affaire algérienne, égyptienne ou palestinienne mais revêt toute son importance dans l'élaboration et la conceptualisation, sous l'égide américaine, d'un ennemi commun appelé "terrorisme" qui a surtout l'avantage de focaliser sur la collaboration internationale dans le maintien du "nouvel ordre mondial" et de justifier la lutte "anti-terroriste" contre toute perturbation de cet ordre. L'unanimité relative sur le plan sécuritaire et militaire telle qu'elle nous fut exhibée lors des diverses conférences dont l'une des plus significatives se déroula à Sharm-el-Sheikh, s'accorde avec une propagande standardisée et hermétique quant à la nature du "terrorisme". Il ne s'agit pas de saisir et d'analyser les phénomènes de contestations, d'opposition mais de prévenir, réprimer et rejeter dans sa globalité tout ce qui entrave au bon fonctionnement de cet "ordre" régi par le partage du travail international, géré par des institutions tels le fond monétaire international et contrôlé par les multinationales.

Le discours occidental sur le terrorisme impose un cadre d'analyse et de références qui est clos. Il permet de discuter sur de nombreux sujets mais toutes les conclusions ne servent finalement qu'à justifier les fondements mêmes de ce discours. La plupart des débats ont pour but de récupérer et d'absorber les réflexions et propos relatifs au phénomène discuté. Ce déséquilibre intrinsèque confirme le dogme de "l'occident défenseur des valeurs humaines et civilisationnelles menacées par le terrorisme" qui n'aspirerait qu'à miner l'ordre international. C'est le cadre lui-même, les certitudes que ce discours dicte, les conceptions qu'il tente d'imposer, la sémantique qu'il utilise qu'il faut étudier.

La disposition de la presse en général et algérienne en particulier à participer activement à l'élaboration et à l'adaptation du discours sur le terrorisme est significatif pour la sujétion des médias de masse dans le contexte de l'expansion et du maintien impérialistes. Le modèle de conception du "terrorisme" n'est pas l'objet d'un quelconque débat. Les présupposés d'un ordre impérial - appelé par euphémisme ordre international - et d'une culture occidentale dominante considérés comme acquis universels doivent être défendus et imposés notamment là, où les exigences hégémoniques d'anciennes ou de nouvelles puissances coloniales trébuchent sur de fortes oppositions populaires. Dans leur lutte contre l'annihilation économique et culturelle celles-ci menacent les élites au pouvoir qui représentent cet occident occupant et dévastateur. Une alliance objective s'établit entre ces élites culturelles et militaires d'une part et les défenseurs de cet ordre "impérial". La création du phénomène moderne de "terrorisme" s'insère dans cette logique de sauvegarde des intérêts tant économiques que culturels.

Edward S. Herman et Gerry O'Sullivan qui analysent le discours⁷⁵ sur le terrorisme, se demandent si la surabondance médiatique à ce sujet est due à une recrudescence d'activités terroristes ou bien au fait qu'elle est au service de la politique et des intérêts occidentaux. C'est en retenant la deuxième version, qu'il devient évident que le terrorisme est avant tout occidental et que le phénomène désigné communément de terrorisme n'est qu'une réaction-réponse à la violence primaire de l'occident. Le discours dominant sur le terrorisme établit un certain nombre d'axiomes que "l'industrie culturelle" se fait un devoir de propager sous différentes formes.

Quels sont donc ces axiomes générés par le discours dominant sur le terrorisme, tel que l'analysent Herman et O'Sullivan?

- L'occident est la cible du terrorisme alors qu'il n'est qu'une victime innocente.
- L'occident ne fait que réagir sur la violence utilisée par d'autres.
- Les terroristes emploient des méthodes barbares pour accéder au pouvoir et pour faire régner l'angoisse. A l'opposé des occidentaux, il n'ont aucun comportement civilisé.
- Lorsque l'occident soutient les insurgés c'est que ces derniers luttent pour la démocratie et n'utilisent pas des moyens terroristes.
- Les démocraties sont rejetées et particulièrement menacées par les terroristes.
- Les terroristes sont organisés dans un réseau international.

La diffusion de ce discours sur le terrorisme est accomplie avec beaucoup de succès grâce à toute une "industrie culturelle" qui élabore, adapte, produit, dissémine et vend les informations sur le terrorisme et répond ainsi aux besoins des états impérialistes. Cette industrie, composée d'experts, d'instituts spécialisés, consultants gouvernementaux et de médias de masse, a pour objectif de détourner l'attention du "terrorisme primaire", tout en utilisant l'arme idéologique - le discours sur le terrorisme - pour la focaliser sur la violence réelle ou imaginaire des mouvements populaires qui menacent la suprématie de l'occident. Les relais médiatiques ont pour but de produire et reproduire incessamment l'image de cet ennemi viscéral qu'est le "terroriste". Cet ennemi étant localisé tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'occident, l'identification du "mal" est plus aisée, le réflexe de rejet devient machinal et surtout la conviction, dictée par les propagandistes, d'être du bon côté, n'en est que confortée. La "chasse aux terroristes" ne peut donc servir l'intérêt des gouvernements et services de sécurité occidentaux qui financent et entretiennent cette industrie. Comme l'expliquent les deux auteurs cités ci-dessus

the industry comprises, first, a public sector of government agencies and officials, who establish "policy" and provide official opinions and selected facts on terrorist activity in speeches, press conferences, press releases, hearings, reports and interviews. It includes, also, a private sector of think tanks and research institutes, security firms that deal in risk analysis and personal and property security and protection, and an associated body of terrorism "experts". (...) Governments play a major role in the terrorism industry, both directly and indirectly. Directly they fix policy, implement it, and explain and justify the policy to the public. (...) The government also has played a very important *indirect* role in the production of information (and disinformation) on terrorism.⁷⁶

Le discours sur le terrorisme est repris dans tous les états valets de l'impérialisme puisque c'est le pouvoir d'une élite assujettie et les intérêts de l'occident qui s'y trouvent en danger. La "coopération sécuritaire" sur le plan militaire et logistique telle qu'elle est mise en scène lors différentes conférences internationales - dont la plus médiatisée fut celle qui se déroula à Sharm

⁷⁵ "Terrorism" as Ideology and Cultural Industry, in Western State Terrorism, UK 1991.

⁷⁶ Idem, 52-53.

El- sheikh - s'accompagne d'une "coopération idéologique" fournissant son ossature, l'arsenal propagandiste, facilitant l'orchestration médiatique et l'accès aux médias de masse occidentaux. En Algérie, c'est une junte, assurée de l'approbation de cet occident qui n'y trouve que son compte, le pétrole coulant à flots et les contrats se multipliant, qui œuvre pour son maintien au pouvoir, tout en cherchant néanmoins à travestir la terreur et l'horreur qu'elle répand, en exhibant une caricature des fondements du mythe républicain. La liberté de la presse est décrétée mais seule une presse s'excellant dans un mimétisme vulgaire du discours occidental sur la civilisation et les libertés a droit d'existence. C'est dans ce contexte qu'elle développe une rhétorique nationaliste étriquée qui, sous le couvert d'une convergence de vues quant à une "menace du fléau intégriste", ne dissimule que médiocrement son allégeance aux desseins impérialistes. Pourtant c'est au nom de ces valeurs républicaines que de part et d'autre de la Méditerranée se joignent les appels aux forces "démocratiques" et que l'utilisation de toutes méthodes anti-insurrectionnelles par l'Etat sont justifiées. Il est donc même possible - comme le montre le cas algérien - de parler d'un terrorisme d'Etat, puisque celui-ci ne ferait que réagir en fonction d'un terrorisme primaire - celui des "intégristes". En suggérant cette perception simplifiante comme le fait le journaliste cité ci-dessous, tous les abus et toutes les violations de droits de l'Homme et de conventions commis au nom de l'Etat sont banalisés et justifiés.

Il ne faut plus se leurrer et voir les choses telles qu'elles se présentent. Le terrorisme appelle à un contre-terrorisme, seul moyen capable de mettre un terme à ce phénomène...⁷⁷

La presse algérienne dans son ensemble aura su s'initier au principes du "catalogue" propagandiste, pour en épouser les grandes lignes. Les laboratoires occidentaux de propagande (agences, experts, instituts spécialisés, services d'information...) fournissent un répertoire intarissable de thèmes et d'outils que les médias algériens importent, reprennent ou adaptent aux besoins de l'heure. La circulaire confidentielle maintes fois citée dans ce texte et publiée en annexes illustre parfaitement l'adaptation des axiomes du discours sur le terrorisme à la situation spécifiquement algérienne.

On pourrait penser que parler d'"industrie" en Algérie soit erroné, mais non seulement les services de renseignements, agences de presse ou experts gouvernementaux algériens sont "rodés" dans l'activité de propagande, selon la tradition du parti unique, mais le monopole gouvernemental de l'information (excluant toute interférence perturbant le discours dominant) lui permet de se substituer en unique source d'informations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, et en unique détenteur de la vérité. Le partage de travail va donc au delà de l'élaboration d'un discours sur le terrorisme par l'occident et la consommation par les médias algériens. Maîtrisant la diffusion et l'interprétation de l'information, les "experts" locaux au niveau des services de renseignements ou des rédactions de journaux alimentent sans relâche l'appétit médiatique de cette "industrie", ravivent les perceptions manicheïstes nécessaires au maintien de la suprématie culturelle de l'occident et s'intègrent ainsi parfaitement dans cette immense offensive que préconise le mythe du "clash of civilisations".

Une presse réexaminée à la lueur des massacres

Ayant démuné l'Etat de toutes ses institutions légales, les militaires régirent le pays à coups de décrets justifiés par la lutte contre le terrorisme. Grâce à ces ordonnances, impliquant la totalité des segments de l'édifice étatique, tous les abus et toutes les dérives futures sont permis. Dès l'annonce de l'état d'urgence, des camps de concentration sont aménagés au sud du pays où sont

⁷⁷ Hebdo Libéré, 23-29 mars 1994.

emprisonnés des milliers de personnes sans qu'aucun chef d'accusation n'ait été retenu contre eux. Les arrestations arbitraires suivies de tortures, de disparitions et d'exécutions sommaires sont pratiquées de façon systématique. La répression brutale est légitimée par "la menace intégriste" mais permet en réalité de déclarer la guerre. Une guerre contre tous ceux qui ne se soumettent pas aux lois de la junte. Le meurtre du président Mohamed Boudiaf, ancien combattant de la lutte de libération nationale, six mois à peine après son intronisation par ceux-là mêmes qui signeront son arrêt de mort, montre dès l'entrée en guerre que les généraux algériens sont prêts à employer tous moyens pour se maintenir.

Cette guerre, dont personne ne voudra prononcer le nom, fut pourtant déclarée ouvertement par le chef du gouvernement de l'époque, Belaid Abdessalam qui décréta même "la guerre totale". Il est nécessaire de prendre ce genre de déclarations à la lettre car elles permettent de mieux en saisir la portée:

La guerre totale est, selon la définition d'Edward Luttwak, "une guerre au cours de laquelle une des deux parties au moins perçoit une menace vitale, où toutes les armes disponibles sont utilisées et où la distinction entre cibles civiles et militaires est presque complètement ignorée."⁷⁸

Sur le terrain "la lutte contre le terrorisme", euphémisme utilisé pour cibler un ennemi qui dès le coup d'Etat ne se limitait pas aux groupes armés mais visait toute une population hostile au pouvoir des militaires et décrétée potentiellement acquises aux visées subversives et terroristes, emploie tous les moyens disponibles: des bombardements au napalm, dynamitages de maisons, incendies de forêts, création de milices, jusqu'au recours d'escadrons de la mort qui massacrent des centaines de villageois à coups de sabres et de haches... n'oublions pas le bilan de cette guerre: entre 100 000 et 200 000 morts, des milliers de disparus, 250 000 blessés, 500 000 réfugiés hors de l'Algérie, le nombre de déplacés à l'intérieur n'étant pas connu!

Ce programme d'éradication (terminologie officielle) ne peut être l'œuvre des seuls militaires. S'ils en sont les instigateurs et organisateurs, toute une machinerie doit être élaborée et fonctionner à tous les niveaux de l'appareil étatique et s'appuyer sur un partage de travail entre tous les corps professionnels garantissant aussi la complicité de ceux-ci: une justice d'exception et expéditive, une administration corrompue, manipulée et manipulatrice, des médecins et psychologues couvrant la torture, tandis qu'intellectuels et journalistes à la solde livrent les assises idéologiques de ce programme de guerre. Selon les auteurs s'étant penchés sur les phénomènes de massacres et génocides perpétrés durant ce siècle, la propagande joue un rôle prédominant puisqu'elle prépare le terrain et justifie le crime.

La guerre présente pour le meurtrier le double avantage de dresser un écran de fumée devant l'opinion publique internationale et de camoufler son crime en nécessité militaire. En outre, dans un climat tragique où la mort est banale, les comportements sont d'autant moins bridés par la conscience que le groupe ciblé a été depuis longtemps désigné par la propagande comme le responsable des malheurs présents.⁷⁹

Les organes de propagande dont la presse ont pour mission l'élaboration d'un langage génocidaire exprimant des mythes, instruments propagandistes de l'éradication qui accompagnent le crime sur le terrain. Le premier mythe se situe - comme nous l'avons vu dans le chapitre "ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous" - dans la localisation de l'adversaire. Il est décisif d'imaginer, de produire un groupe représentant l'autre, l'antagonique, le négatif, l'ennemi, l'intégriste, le fasciste, le terroriste... C'est ce mécanisme d'exclusion, de rejet de l'autre qui porte

78 Yves Ternon, L'État criminel, les génocides au XXe siècle, Paris 1995, 99.

79 Idem, 99.

en lui les germes de tous les excès. L'autre, on ne le regarde pas, on ne l'écoute pas, on l'appréhende. L'autre, cette masse diffuse, "cette bête immonde", est surtout menaçante. Il faut susciter la peur envers cet autre en métamorphosant celui-ci en monstre et agresseur. Motif essentiel pour pouvoir inverser les rôles, justifier le rejet et l'offensive comme le fait Zazi Sadou, responsable du RAJD (Rassemblement Algérien des Femmes Démocrates): "On ne discute pas avec des arguments, on discute avec des armes", ou comme l'annoncera l'ex-chef du gouvernement Redha Malek: "la peur doit changer de camp". Mots d'ordre cinglants lorsqu'ils sont martelés par toute la presse et suivis sur le terrain d'exécutions sommaires et la créations de milices incontrôlables.

Le deuxième mythe naît de l'idée de la trahison de l'ennemi qui se trouve à l'intérieur du propre camp: Ce sont les attaques médiatiques à l'encontre des partis ou des personnalités adhérant à la plate-forme de Rome, ayant signé en novembre 1996 un appel à la paix incriminant autant les groupes armés que l'Etat, les traitant de traîtres à la soldes des intégristes, etc...

Le troisième mythe se crée autour de l'alliance de l'ennemi intérieur avec des forces étrangères pour machiner un complot contre les intérêts du pays: C'est le discours autour de "la collusion avec l'étranger" tel qu'il est mentionné dans le § 7 de la directive relative au traitement de l'information sécuritaire".

En présence d'un tel péril menaçant la souveraineté de l'Etat, le programme d'éradication devient un devoir. Pourtant il faut sans cesse l'expliquer et en faire l'apologie car cette menace reste fictive. Les procédés sont primitifs et repris de l'enseignement colonial, mais malheureusement un grand nombre d'intellectuels et de journalistes algériens contemporains en sont imprégnés: C'est le travail de déshumanisation de l'autre qui fait puiser dans le registre de l'animalité (La bête immonde, l'hydre à plusieurs têtes, la pieuvre, le chien, l'insecte...) qu'il faut abattre ou écraser, ou de la maladie, du fléau qu'il faut traiter avant que les corps sains ne s'infectent.⁸⁰

Toutes les étapes du génocide portent l'emprunte de la négation. On la trouve, implicite, dans l'usage des mots, dans le retournement dialectique de la déshumanisation qui permet de supprimer des groupes en invoquant la protection de la civilisation et le respect des droits de l'homme. Pour se dispenser d'expliquer son forfait, le criminel exploite l'opportunité d'une guerre ou étouffe le vacarme en abaissant le rideau de fer de la censure et de la fermeture des frontières; il camoufle son crime sous le couvert d'une légalité d'exception: état de siège, état d'urgence, loi martiale. Dès la programmation du meurtre, l'Etat criminel fabrique les éléments de la désinformation qui formeront la trame de son futur système de défense.⁸¹

Ce système de défense dont parle Yves Ternon est composé de divers instruments dont la presse dite indépendante. Celle-ci accomplit pleinement sa mission et les répercussions de la propagande sont évidentes: Depuis que "la chasse à l'intégriste" a été déclenchée, la stigmatisation et discrimination des porteurs de barbe par les mots et les caricatures est monnaie courante. Par dessus les journalistes s'ingénient à procéder à des identifications de "terroristes" d'après le faciès et de s'arroger des fonctions policières. Non seulement cette manipulation médiatique a été accompagnée d'interpellations et arrestations de porteurs de barbe par des forces de l'ordre mais les témoignages de torturés montrent bien avec quelle brutalité et haine les tortionnaires s'acharnent sur les barbes, les brûlant, en arrachant les poils à la main ou avec des tenailles, les enduisant de plâtre pour les extirper, etc..

Cette presse excelle dans l'éloge de ceux qu'elle appellent communément "les patriotes", c'est à

80 Moussa Ait-Embarek, 152-157.

81 Yves Ternon, 103.

dire les membres des milices, connus pour les massacres qu'ils commettent en toute impunité. Par ses diatribes à l'encontre des sympathisants réels ou présumés du FIS, les traitant de harkis, à l'inverse des miliciens et des gardes communaux, déclarés héritiers des combattants pour la libération nationale, elle pousse à une militarisation de la société et une bipolarisation en son sein qui porte ses fruits. Les villageois s'organisent en groupe d'autodéfense et font la "chasse à l'ennemi". Lors des derniers massacres perpétrés par des groupes non identifiés mais sur lesquels plane le doute de complicité des forces de l'ordre, il a souvent été témoigné que des membres des gardes communaux auraient été reconnus. Pourtant certains journalistes ne se lassent pas de reproduire l'amalgame entre le FIS et les groupes armés:

Les groupes islamiques armés, dont la quasi-majorité des membres sont issus du FIS, ont déclaré la guerre au peuple algérien. Ils veulent instaurer la république islamique par le "djihad", en massacrant des milliers d'algériens.⁸²

Quoi de moins étonnant, lorsque les militaires venus après les massacres lancent aux survivants: "Vous avez voté islamiste, débrouillez-vous avec eux!"

Alors que de plus en plus de voix interpellent le gouvernement algérien afin de donner son accord pour "l'ouverture d'une enquête internationale visant à établir les faits, examiner les prétendues responsabilités, et formuler les recommandations concernant les massacres et autres abus commis par toutes les parties en conflit"⁸³, la presse algérienne se déchaîne en prétendant que le "but stratégique" de ces organisations "est de dédouaner en très large partie l'intégrisme religieux et ses groupes terroristes de la responsabilité des tueries pour la faire endosser dans sa presque totalité aux autorités algériennes."⁸⁴

Non satisfaits des retombées de leur propagande, certains journaux incendiaires ne se contentent pas de comptabiliser de dizaine de milliers de morts, non, ils se préparent pour de nouvelles batailles.

Mais on semble oublier que le terrorisme n'est que le bras armé de l'intégrisme religieux lequel a investi en force plusieurs institutions du pays, dont l'école, la justice, la mosquée et même le parlement d'où il peut influencer sur la décision politique. Ensuite il serait erroné de croire que les partisans du terrorisme ont diminué considérablement en nombre ou renoncé définitivement à la violence. Sous les coups conjugués des services de sécurité et de l'autodéfense, ils ont été contraints à faire le dos rond et à se replier. Mais ceux qui restent encore actifs, au niveau des chefs ou des exécutants, attendent le moment propice pour agir, car la violence est inscrite dans leurs convictions politico-religieuses.⁸⁵

Lorsqu'on connaît les appréhensions et les suspicions émises par des journalistes et observateurs étrangers⁸⁶ qui ont visité les lieux des derniers massacres et reproduits des témoignages de rescapés, les interrogations affluent au sujet de l'armée qui aurait été d'une façon ou d'une autre

82 Omar Belhouchet, El Watan, 29. Aout 1997.

83 Appel pour l'Algérie lancé par les quatre organisations suivantes: Amnesty International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Human Rights Watch et Reporters sans Frontières.

84 El Watan, 15. Octobre 1997. Le Matin du même jour commente: "Il est étrange que ces organisations aient besoin d'une enquête menée par une telle commission alors que dans leurs appels, les tueurs de civils sont tout à fait identifiés".

85 El Watan, 22. Juin 1997.

86 Il est heureusement des exceptions parmi les journalistes algériens à l'exemple de Salima Ghezali qui dit: "En tant que citoyenne algérienne, l'initiative qui me semble indispensable, c'est la création d'une commission d'enquête internationale sur les massacres. C'est notre droit le plus élémentaire de savoir. Il ne s'agit pas de ramener des Casques Bleus! Il faut que des personnalités intègres viennent enquêter sur place. Aujourd'hui il y a non-assistance à peuple en danger. Pour moi, ces massacres sont des crimes de guerre et on ne peut plus rester sur des positions de principe. Il s'agit de savoir qui tue. Il y a trop de sang, trop de seigneurs de guerre pour que les Algériens puissent se passer de garanties internationales." In L'Evènement du Jeudi, 2-8 octobre 1997.

impliquée dans ces massacres, soit indirectement par sa non-intervention, soit directement en ayant participé aux crimes. En outre de plus en plus de témoignages de membres des forces de sécurité ayant quitté le pays font état de la responsabilité de ces derniers dans les massacres et affirment l'existence de groupes comparables aux escadrons de la mort, commandités par les services secrets algériens.

Il est nécessaire que la lumière soit faite sur les crimes commis et les responsabilités et il appartient à des juristes compétents et indépendants d'en déterminer la caractérisation. L'Algérie a ratifié le 12. Septembre 1989 le pacte international relatif aux droits civils et politiques qui garantit la vie (§ 6), interdit la torture et d'autres traitements cruels (§ 7), l'arrestation ou la détention arbitraire (§ 9), garantit le droit à la défense et d'être présenté devant un tribunal compétent, indépendant et impartial (§14), le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion (§ 18), interdit "toute propagande en faveur de la guerre" ainsi que "tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence" (§ 20), etc. Incontestablement le gouvernement algérien viole quotidiennement les dispositions de ce pacte.

Quant aux massacres et tueries collectives, des enquêtes sérieuses devront établir selon les critères établies par les conventions internationales (le pacte cité ci-dessus, les conventions de Genève, la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide), la responsabilité de l'Etat et donc de ses représentants et trancher sur la question de savoir s'il s'agit d'infractions graves aux Conventions de Genève de 1949 (homicide intentionnel, destruction et appropriation de biens non justifiés par des nécessités militaires de façon illicite et arbitraire, torture et traitement inhumain,...), de violations des lois ou coutumes de guerre (destruction sans motif de villages, attaque ou bombardement de villages et habitations non défendus, saisie ou destruction d'édifices consacrés à la religion,...), de crimes contre l'humanité (crimes commis au cours d'un conflit armé, de caractère international ou interne, dirigé contre une population civile quelle qu'elle soit), de génocide.⁸⁷

En fait, Kuper ne cache pas son désir de faire accepter une extension du concept de génocide à des événements jusqu'ici considérés comme massacres, atrocités ou péripéties d'une guerre. Il affirme la nécessité d'élargir le cadre de ce concept aux "massacres génocidaires" et aux "atrocités" apparentées au génocide" et d'inclure parmi les groupes victimes volontairement oubliés par la Convention les groupes politiques et les groupes économiques.⁸⁸

Le tribunal international instauré "pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie" prévoit dans son § 7:

Quiconque a planifié, incité à commettre, ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter un crime visé aux articles 2 à 5 [voir plus haut] du présent statut est individuellement responsable dudit crime.⁸⁹

En consultant les codes et chartes des devoirs professionnels des journalistes de différents pays, on peut constater que le journalisme algérien contredit point par point les principes énoncés: respect de la vérité, défendre la liberté de l'information, ne pas utiliser de méthodes déloyales,

87 Voir le statut du tribunal international consacré à l'ex-Yougoslavie. Concernant le crime de Génocide, la convention mentionne qu'il s'agit d'actes "commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux", (§ 2 de la convention).

88 Yves Ternon, 63.

89 Le quatrième point de cet article précise que "le fait qu'un accusé a agi en exécution d'un ordre d'un gouvernement ou d'un supérieur ne l'exonère pas de sa responsabilité pénale mais peut être considéré comme motif de diminution de la peine si le Tribunal international l'estime conforme à la justice".

s'interdire la calomnie, la diffamation, les accusations sans fondements, ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du propagandiste, refuser toute pression, ne pas confondre son rôle avec celui du policier,... sont quelques uns des principes énoncés par le syndicat français des journalistes.

Sur cette base il est à étudier si certains journalistes algériens n'ont pas joué un rôle actif dans la détérioration de la situation en Algérie en lançant des appels à la haine, en incitant les gens à prendre des armes et faisant l'éloge de ceux qui tuent au nom de la "République", la "Liberté"; en focalisant sur un type précis d'hommes, déclarés comme "terroristes", en se pliant aux concepts, discours et à la terminologie imposés qui sont du ressort de la propagande de haine et de guerre.

Il est à espérer qu'une fois la paix rétablie en Algérie, des journalistes véritablement indépendants, ayant choisi leur métier pour le bien de la collectivité et non celui de quelques potentats éphémères, contribueront à l'éclaircissement des mystères de ces années cauchemardesques et à la restauration de la vérité. Il y va de la crédibilité d'une profession qui s'étant mise au service d'une logique de guerre, devra oeuvrer de sorte à regagner la confiance de ceux qu'elle a bafoués des années durant.